

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 03 au 09 juillet 2025

Lors du débat général (Generaldebatte) du Bundestag le 9 juillet 2025, point culminant de la semaine budgétaire, le chancelier Friedrich Merz a pris la parole pour la première fois dans ce format en tant que chef du gouvernement. La séance a débuté avec une attaque frontale d'Alice Weidel, cheffe de file de l'AfD, principale force d'opposition. Elle a vivement accusé le chancelier de trahison de promesses électorales, notamment sur la baisse de la taxe sur l'électricité, et d'inaction face à l'immigration. Merz a répliqué en accusant Weidel de propager des propos diffamatoires. Il a défendu son action internationale, notamment le soutien à l'Ukraine, et affirmé que l'Allemagne reprenait un rôle de leader sérieux sur la scène internationale. Sur le plan intérieur, il a promis des baisses de coûts énergétiques, une simplification administrative, des négociations commerciales avec les Etats-Unis, et surtout une « relance de la politique économique » et le maintien temporaire des contrôles aux frontières.

Cette semaine en Allemagne, le Bundestag discute du budget de 2025 et des grandes orientations des budgets jusqu'en 2029. Le ministre des Finances, Lars Klingbeil (SPD), a présenté un budget de 503 milliards d'euros pour 2025. Il s'agit d'une hausse de 6,1 % par rapport à l'année précédente, avec 81,8 milliards d'euros financés par des crédits dans le budget de base, soit plus du double de l'année dernière. À cela s'ajoutent plus de 60 milliards d'euros provenant de fonds spéciaux financés par la dette. Avec environ 190 milliards d'euros et 62 milliards d'euros respectivement, les budgets alloués au travail et au social ainsi qu'à la défense sont les deux postes les plus importants du budget.

Malgré le gel d'un programme d'accueil des réfugiés afghans décidé par le gouvernement, la justice a ordonné la délivrance de visas promis à une famille afghane menacée. Le tribunal administratif de Berlin a estimé que l'État devait honorer ses engagements juridiques, pris en octobre 2023, en faveur d'une famille risquant l'expulsion du Pakistan vers l'Afghanistan, où elle encourt de graves dangers. Près de 2 500 Afghans se trouvent dans une situation similaire, en attente de visas dans le cadre d'un programme destiné aux anciens collaborateurs de l'Allemagne, ainsi qu'à des défenseurs des droits humains ou journalistes. Ce programme, lancé fin 2022, a déjà permis d'accueillir plus de 33 000 personnes, mais il est désormais suspendu, dans un contexte de durcissement de la politique migratoire.

La Pologne a décidé de rétablir temporairement les contrôles à ses frontières avec l'Allemagne et la Lituanie, en réponse aux tensions croissantes liées à l'immigration clandestine. Le gouvernement de Donald Tusk affirme cibler les réseaux de passeurs, avec des contrôles prévus pour une durée initiale de 30 jours. La Commission européenne, par la voix de son porte-parole, appelle à une meilleure coordination entre les pays concernés afin de limiter les perturbations. Elle rappelle que des contrôles aux frontières

intérieures sont autorisés par la législation européenne en cas de menace grave.

L'Allemagne accuse l'armée chinoise d'avoir pris pour cible un avion militaire allemand avec un laser, alors que celui-ci participait à une mission de surveillance en mer Rouge dans le cadre de l'opération européenne « Aspides », visant à protéger le trafic maritime des attaques des rebelles houthistes.

L'incident, survenu sans avertissement, a conduit à l'interruption de la mission et au retour de l'appareil à sa base à Djibouti. Berlin dénonce une mise en danger de son personnel et a convoqué l'ambassadeur de Chine pour exiger des explications. On ignore si le laser utilisé était une arme ou un dispositif de guidage. L'opération « Aspides » mobilise jusqu'à 700 soldats allemands aux côtés d'autres pays de l'UE, dans un contexte de tensions accrues en mer Rouge depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas.

Daimler Truck, leader mondial de la production de camions, a annoncé la suppression de 5 000 postes en Allemagne d'ici 2030, soit un emploi sur sept, dans le cadre d'un vaste plan d'économies.

L'entreprise prévoit de délocaliser une partie de sa production vers des pays à coûts réduits. Les suppressions de postes se feront majoritairement par des départs non remplacés, des préretraites et des indemnités ciblées. Cette décision inquiète particulièrement les frontaliers travaillant à l'usine de Wörth, dans un contexte de crise pour le secteur automobile allemand, frappé par la baisse de la demande mondiale, la concurrence asiatique, la hausse des coûts et les droits de douane américains. Daimler Truck, dont la rentabilité est en baisse, espère redresser la barre en visant une marge de 12 % d'ici 2030 (contre 8,9 % en 2024) et en réalisant plus d'un milliard d'euros d'économies. Le groupe mise sur l'électricité, le marché indien et le renforcement de ses activités dans la défense pour relancer sa croissance.

PARLEMENT,
PARTIS & PERSONNES



La classe politique allemande a salué la mémoire de **Wolfgang Böhmer**, ancien ministre-président de Saxe-Anhalt de 2002 à 2011, décédé à l'âge de 89 ans. Le chancelier Friedrich Merz a rendu hommage à un « responsable politique fiable, au cap clair » et à un « dirigeant respecté à la tête de sa région natale ». Le président Frank-Walter Steinmeier a quant à lui salué en Böhmer un « bâtisseur de ponts entre l'Est et l'Ouest, entre tradition et modernité ».

Gynécologue de formation et chef de service à l'hôpital de Wittenberg, Böhmer s'est engagé en politique après la chute du mur de Berlin. Élu au Parlement régional en 1990 sous la bannière de la CDU, il a occupé les postes de ministre des Finances (1991-1993), puis de ministre du Travail et des Affaires sociales (1993-1994) avant de rejoindre l'opposition jusqu'en 2002. À la tête d'une coalition avec les libéraux (FDP), puis avec les sociaux-démocrates (SPD), il a dirigé la Saxe-Anhalt pendant près d'une décennie.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



2,0 %

En juin, la hausse des prix a légèrement ralenti en Allemagne, passant de 2,1 % à 2,0 % sur un an, selon les données provisoires de l'Office fédéral des statistiques (Destatis). Ce recul s'explique notamment par un ralentissement de la progression des prix des denrées alimentaires, qui n'ont augmenté que de 2,0 %, contre 2,8 % en avril et en mai. Les prix de l'énergie ont poursuivi leur repli, enregistrant une baisse de 3,5 % sur un an. En revanche, le secteur des services continue de tirer l'inflation vers le haut, avec une hausse de 3,3 % sur la même période.